

Rapport d'activité  
de la DGCEE  
pour l'année 2007

Novembre 2008

## **SOMMAIRE**

### **Introduction**

#### **Partie I : en matière de concurrence**

- I- Le contrôle du marché :**
- II- Relation avec le conseil de la concurrence**
  - 1- Sur le plan juridictionnel :**
    - A. Les saisines :**
    - B. L'autosaisine :**
  - 2-Sur le plan consultatif :**
    - Les projets de lois et de réglementation**
    - Les projets des cahiers des charges**
    - L'autorisation pour la conclusion d'un contrat de franchise**
- III- Le contrôle des opérations de concentration**
- IV- La coopération internationale en matière de concurrence**
  - 1- Le programme de jumelage avec les autorités françaises**
  - 2- La coopération avec la CNUCED**
  - 3- La coopération avec l'OCDE**
  - 4- La coopération avec l'Union européenne**

#### **Partie II : Le domaine des prix**

- I- Suivi de l'évolution des prix**
- II- Révision des prix des produits encadrés**
- III- Interventions conjoncturelles pour la régulation des prix**
- IV- Périodes de soldes**

**Partie III -L'activité des services du contrôle  
économique durant l'année 2007:**

**I – l'approvisionnement en produits agricoles et de la pêche :**

**II – Les prix :**

**1- le suivi des prix au niveau du commerce de gros  
et du détail**

**2- le suivi de l'évolution du panier de la ménagère**

**III- l'activité du contrôle économique :**

**IV- les Enquêtes :**

**1 - le contrôle conjoint dans le domaine de la santé**

**2- Le commerce parallèle**

**3- la contrefaçon**

**4- La participation aux travaux de modernisation  
du cadre législatif**

**5- Le traitement des plaintes**

**Partie IV - L'activité de l'observatoire national de  
l'approvisionnement et des prix**

**1- le suivi du marché de gros : MIN de Bir El Kassa**

**2- les prix de détail**

**3-L'évolution mensuelle des prix à la consommation**

**4- le commerce extérieur**

**5-le suivi de l'état de l'approvisionnement**

**6- ressources et utilisations des produits sensibles**

## **Introduction :**

La direction générale de la concurrence et des enquêtes économiques continue à exercer ses missions de mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière de concurrence et des prix. En dépit d'un contexte international difficile, l'année 2007 a connu une montée considérable des cours du pétrole et des autres matières premières importées ainsi qu'une dépréciation du taux de change marquant une dégradation de la conjoncture mondiale.

Pour la DGCEE , cette année s'est inscrite dans la continuité de la concrétisation de ses objectifs majeurs à savoir la régulation concurrentielle des marchés, la maîtrise des prix et de l'inflation et la protection des consommateurs. La DGCEE a déployé des efforts supplémentaires compte tenu du contexte difficile.

La majorité des secteurs économiques a été couverte par l'intervention de la DGCEE en essayant d'entreprendre des rapports étroits avec la profession basés sur la concertation et la sensibilisation afin de garantir la transparence et l'efficacité de son intervention et ce à travers la contribution des professionnels aux efforts de l'Etat visant la réalisation des objectifs de la maîtrise de l'inflation et des prix. En outre, la DGCEE assure le suivi de l'approvisionnement du marché des produits sensibles notamment ceux de première nécessité ainsi

que le suivi du niveau des prix et le contrôle de la transparence et la loyauté des transactions.

Au niveau de la coopération internationale, la DGCEE a réalisé un programme de jumelage avec l'union européenne, ce programme avait pour objet le renforcement des capacités institutionnelles des structures tunisiennes chargées de la mise en œuvre de la politique de concurrence.

### **Partie I : en matière de concurrence :**

La DGCEE veille à l'application de la réglementation relative à la concurrence et aux prix afin de promouvoir la transparence des transactions et de lutter contre les pratiques anticoncurrentielles et les pratiques restrictives. Elle veille à la détection des indices afférents aux pratiques anticoncurrentielles, à l'enrichissement de ces indices, l'élaboration des rapports d'enquête et la saisine du conseil pour sanctionner ces pratiques.

La mise en œuvre de la politique de concurrence nécessite aussi de la part de la DGCEE l'étude de la conformité et de la compatibilité des réglementations sectorielles avec la réglementation de la concurrence ainsi que la consolidation de la coopération avec le conseil de la concurrence en matière consultative.

La DGCEE continue ses actions de promotion de la culture de concurrence et de vulgarisation des concepts de concurrence auprès des différents organismes publics ainsi que et des opérateurs économiques et des consommateurs.

Les opérations de concentrations sont aussi objet d'analyse par les services de la DGCEE afin de prévoir les effets pouvant potentiellement porter atteinte aux règles de concurrence.

La coopération internationale s'est intensifiée à travers la représentation de la Tunisie aux manifestations organisées par les instances et organisations internationales et la poursuite de la réalisation de différents programmes en Tunisie.

## **I- le contrôle du marché :**

### **- la détection et l'examen des indices :**

L'année 2007 a connu une intensification du contrôle recouvrant plusieurs secteurs économiques, le nombre d'indices a connu une progression due essentiellement aux orientations de la DGCEE donnant de plus en plus d'importance à la concurrence au niveau central et régional ainsi qu'aux nouvelles dispositions de la modification de la loi de 2005 et à l'effort déployé en matière de formation.

Plusieurs indices de pratiques anticoncurrentielles ont été détectés notamment dans les secteurs suivants :

- les marchés publics
- l'assurance
- le transport du ciment
- l'importation du bois
- les services informatiques
- les services de radiologie
- les produits pharmaceutiques
- la production et la distribution des pare-brises

Des enquêtes ont été déclenchées concernant les secteurs suivants :

- les couches bébé
- la production et la distribution des huiles moteurs, des lubrifiants et des graisses
- la production et la distribution des filtres de moteurs
- les batteries moteurs

## **II- relation avec le conseil de la concurrence :**

### **1- sur le plan juridictionnel :**

#### **A-les saisines :**

Le commissaire du gouvernement a donné son avis concernant plusieurs rapports d'enquête, notamment dans les secteurs suivants :

- \*- le secteur des graisses :
- \*- le secteur du concentré de tomate
- \*- la publicité commerciale

\*-la distribution des journaux et des périodiques

\*- le secteur de porcelaine

\*-la téléphonie mobile

\*- les pièces de rechange automobiles

\*- les huiles moteurs

\*-la location des voitures

### **B-l'autosaisine :**

Conformément à l'article 11 nouveau de la loi relative à la concurrence et aux prix, la DGCEE a reçu du conseil des rapports afférents aux secteurs suivants :

- les honoraires des services rendus par les agences de voyages
- les actes médicaux
- L'assurance dans les crédits logement

### **2- sur le plan consultatif :**

En 2007 le conseil de la concurrence a été consulté sur un nombre important de questions relatives à des projets de lois (2) de décrets (6) et d'arrêtés (6), à des cahiers de charges (24 cahiers de charges) et un contrat de franchise :

#### **- les projets de lois :**

- projet de loi relative aux professions pharmaceutiques
- projet de loi relative à la propriété littéraire et artistique

### **- Les projets de cahiers des charges :**

- projet de cahier de charges relatif à l'exercice de la profession de collecte des eaux usées des navires dans les ports maritimes
- projet de cahier de charges relatif à la commercialisation des produits électroménagers
- projet des deux cahiers de charges relatifs à l'organisation de l'activité des fabricants de conserves de fruits et légumes et de l'activité des fabricants des semi conserves des produits d'origine végétale.
- projet de cahier de charges relatif à l'activité de réparation des appareils GSM.
- Cahier de charges relatif aux marchés des travaux publics.
- L'autorisation pour la conclusion d'un contrat de franchise.

### **III- Le contrôle des opérations de concentrations :**

En 2007, trois opérations de concentration ont été autorisées par le ministre du commerce :

- fusion absorption dans le secteur de l'animation touristique et de loisir.
- projet d'opération dans le secteur de la production des tubes en ciment et polyéthylène et des tubes en caoutchouc
- projet d'opération de concentration dans le secteur de la production de la colle et des émulsions.

## **IV-la coopération internationale en matière de concurrence :**

L'année 2007 s'est inscrite dans la continuité de l'activité de la DGCEE sur le plan de la coopération internationale à travers la présence de la Tunisie aux manifestations organisées par les différentes institutions et organisations internationales ( CNUCED, OCDE, ICN, Euromed...). Cette année s'est caractérisée notamment par la clôture du programme du jumelage entre les autorités Françaises de la concurrence (DGCRF, Conseil de la concurrence) et leurs homologues Tunisiennes pour le renforcement des capacités institutionnelles de la mise en œuvre de la politique de concurrence

### **1- le programme de jumelage avec les autorités françaises :**

Les réalisations du programme se présentent ainsi :

#### **- l'élaboration de manuels de procédures :**

8 manuels de procédures ont été élaborés et édités afin de servir de base de travail pour l'ensemble des enquêteurs et rapporteurs. (Manuel sur les ententes horizontales, les ententes verticales, les enquêtes économiques, les pouvoirs d'enquêtes, la concentration, la transparence, les abus de position dominante, et l'auto saisine).

#### **- Concernant les besoins en matière de gestion documentaire :**

Un intranet documentaire a été mis en place recouvrant les besoins documentaires identifiés. Des acquisitions sous forme numérisée ont été prévues et lancées en complément de cet intranet

### **- L'infrastructure technologique :**

L'acquisition du matériel informatique recouvrant les besoins identifiés est en cours.

### **- La formation :**

\* pour le cursus « concurrence » : 45 enquêteurs (de l'administration centrale et des DRC) et des rapporteurs ont bénéficié d'un cursus complet de formation concurrence

\*- pour la formation de formateurs : 14 formateurs désignés de la DGCEE et du conseil de la concurrence ont été formés sur les outils techniques et pédagogiques de la formation et sur la programmation et la mise en œuvre des plans de formation. Ces formateurs ont été initiés aussi à la formation ouverte et à distance

\*-concernant la politique de formation : un rapport sur la politique de formation a été élaboré prévoyant la mise en fonction d'une structure responsable du pilotage de la formation au sein de la DGCEE comme au sein du conseil, la structuration du processus d'élaboration et de suivi du programme annuel de formation à partir du recueil et de l'agrégation des besoins associant les agents et les cadres et intégrant les besoins collectifs et orientations des services.

Pour La mise en œuvre de ces orientations le rapport a été transmis à la direction administrative et financière du ministère pour prévoir les mesures nécessaires pour le financement et l'organisation.

### **- la promotion de la culture de la concurrence :**

Un programme de promotion de la culture de la concurrence a été préparé et mis en œuvre à travers l'élaboration et la diffusion des documents de promotion de la culture de la concurrence et l'organisation des séminaires, des événements et des journées de sensibilisation ;

- Production et publication de 5 numéros du bulletin interne du jumelage et 3 numéros du bulletin externe « concurrence et développement »

- Diffusion d'un dépliant (à l'occasion de chaque séminaire)

-Elaboration et édition d'un document permanent de vulgarisation concurrence et d'un document spécialisé (veille concurrentielle dans la commande publique)

- L'organisation du séminaire «concurrence et développement» les 6 et 7 décembre 2006.

- L'organisation de deux séminaires (avec l'ODC et les acheteurs publics)

- Organisation de trois actions de promotion de la culture de la concurrence avec l'UTICA à Sfax, avec la chambre du commerce et de l'industrie de Sousse, et avec l'UTICA à Tunis.

- Mission sur la sensibilisation des rapporteurs de la commission supérieure des marchés à la détection des pratiques anticoncurrentielles

- Mission sur la sensibilisation des acheteurs publics à la détection des pratiques anticoncurrentielles
- organisation d'un séminaire de clôture sur la régulation concurrentielle de la grande distribution

## **2- la coopération avec La CNUCED :**

Suite à l'examen par les pairs de l'expérience tunisienne en matière de la concurrence en novembre 2006, un accord cadre a été signé entre le gouvernement tunisien et la CNUCED visant la promotion de la culture de la concurrence et le renforcement des capacités des structures chargées de la concurrence. Cet accord prévoit la création d'un centre régional de formation pour les pays de la région et francophones.

## **3- la coopération avec L'OCDE :**

En 2007 L'OCDE a organisé une table ronde sur l'efficacité de la politique de concurrence. Cette table ronde a été une occasion pour l'examen des besoins des autorités de concurrence des pays de la région.

## **4- la coopération avec L'union européenne :**

La DGCEE a participé aux manifestations internationales organisées dans le cadre du programme euro méditerranéen de la concurrence, les journées européennes de la concurrence, le programme EUROMED de l'administration publique, et le programme TAIEX.

---

## **Partie II: Le domaine des prix**

Durant l'année 2007, la DGCEE s'est attelée à poursuivre ses attributions en matière de :

- Suivi de l'évolution des prix et de programmes de maîtrise de l'inflation.
- Suivi du fonctionnement des marchés.
- Elaboration de rapports relatifs aux interventions dans le domaine de régulation du marché et de suivi des prix des produits encadrés, en plus des interventions conjoncturelles.
- Etude des dossiers d'homologation et de révision des prix des produits et services exclus de la liberté des prix.
- Participation à la préparation de dossiers relevant de plusieurs ministères ainsi que l'élaboration d'études et de propositions nécessaires à la prise de décisions de révision des prix des produits et tarifs des services encadrés.
- Sensibilisation des professionnels sur la nécessité de la compression des coûts, l'utilisation optimale des ressources et la maîtrise des prix, et leurs encouragement à organiser des promotions et des réductions des prix durant les périodes de grande consommation et des soldes périodiques.
- Participation aux commissions des marchés publics.

## **I- Suivi de l'évolution des prix :**

L'année 2007, a été caractérisée par une accélération des prix. Les augmentations sont dues à plusieurs facteurs internes et externes. Ce rythme d'évolution des prix s'est renforcé au cours de l'année 2007 durant laquelle le taux d'inflation a atteint 3.1 % et le glissement annuel était de 5.3 % contre 3.1 % en 2006.

Cette évolution des prix résulte de l'effet de plusieurs facteurs internes et externes:

Les facteurs externes sont notamment : la hausse continue des prix de pétrole, la baisse importante de l'offre des matières premières agricoles et industrielles sur le marché international contre l'augmentation de la demande résultant essentiellement de l'amélioration du revenu dans les pays émergents comme l'Inde et la Chine en plus de la demande supplémentaire découlant de l'utilisation industrielle de ces matières (bio carburant).

Les facteurs internes sont : Le diminution de l'offre de certains produits agricoles comme les légumes, les fruits, les poissons et volailles d'où l'augmentation des prix de ces produits, L'évolution de coût de production a cause de l'augmentation des prix des intrants importés et la révision des salaires et des prix de carburants, ainsi que la réajustement des prix des produits subventionnés.

**\*L'évolution des prix selon les groupes de produits et services:**

- **Alimentation** : Une augmentation de 7.6 % des prix de produits alimentaires a été enregistrée au cours de l'année 2007 contre 2.7 % en 2006. Cette augmentation résulte essentiellement des révisions des prix des produits subventionnés dès le mois d' Août 2007 et la hausse des prix des produits frais et des volailles.

Les produits concernées par cette augmentation sont : Les viandes et les volailles : 6%, les oeufs : 7.8%, les huiles de graines : 12.5%, le lait demi écrémé : 10.7%, les légumes : 4.9%, les fruits : 10.4%, les poissons : 7%.

- **Habitation** : En 2007, ce groupe a connu en 2007, une augmentation des prix de 3.9% qui découle essentiellement de l'évolution des tarifs de location des location à usage d'habitation et de la révision des prix des carburants en deux occasions (Mai 2007 :9.3% et Octobre 2007 : 8.5%), en plus de l'augmentation des prix du gasoil (en Mai :3% et en Octobre :2.9%) et de la révision des tarifs de l'électricité en juillet (3%) et en Décembre (3%).

- **Entretien, hygiènes et soins** : Ce groupe a connu une augmentation des prix de 3.6% contre 1.5% durant l'année 2006. Cette augmentation concerne surtout les produits d'hygiène, les produits de beauté et les médicaments dont la hausse des prix était de 2%.

- **Transport** : En 2007, l'augmentation des prix dans ce groupe était de 4.6% contre 6.1 % l'année précédente. Cette évolution des prix résulte essentiellement des révisions des prix des carburants (en Mai :4.7% et Octobre : 5.3%), en plus de l'augmentation des tarifs de l'assurance automobiles de 2.8 % en juin 2007.

- **Habillement** : L'évolution des prix était de 3.3 % en 2007 contre 3.1% en 2006. Cette augmentation résulte de l'influence des périodes de soldes et des promotions durant les périodes des fêtes, de la rentrée scolaire et du mois de Ramadan.

-**Loisirs et culture** : L'augmentation des prix dans ce groupe était de 4.3% découlant de la révision des prix du Tabac en Mai 2007(4.1%) et de l'augmentation des prix des repas hors domiciles de 4.8% contre 2.7% en 2006, en plus de la hausse des coûts d'études de 6.4%.

En général, selon les résultats de l'indice des prix de l'année 2007, l'augmentation des prix des produits encadrés était de 5.7% contre 3.2% au cours de la même période de l'année précédente. (Produits alimentaires:+10.6%, autres : +4.1%)

Alors que les produits libres ont connu un taux d'augmentation des prix de 5.1 % contre 3.1% en 2006 (Produits alimentaires : 6.8%, autres : 3.8%).

## **II- Révision des prix des produits encadrés :**

**1- Carburants :** Depuis l'année 2004, les prix internationaux du pétrole ont connu une évolution importante et accélérée. Ils sont passés du 60 \$ en 2005 à 70 \$ en juin 2006 et atteint 98 \$ fin 2007.

En 2007, il y a eu deux révisions des prix internes des carburants durant toute l'année totalisant un taux global de 10.2%.

**2- Ciments et chaux:** les prix de ciments et de chaux ont été révisés en Mai 2007 avec une augmentation de 7%.

**3- Le rond à béton :** L'augmentation totale des prix de vente du rond à béton au cours de l'année 2007 était de 18.7% (Janvier : 10%, Février :8%). Cette augmentation résulte de la hausse des prix à l'importation du rond à béton et des billettes.

**4-Le café:** Suite à l'augmentation des prix à l'importation, les prix du café torréfié ont été révisé à un taux de 6 % en Mars 2007.

De même, et à la demande de professionnels, il y a eu au cours de l'année 2007, une révision des prix du café lavé et du café décaféiné successivement en Août et Septembre.

**5-Papiers, cahiers et livres scolaires :** Une augmentation de 5% des prix des livres scolaires et de 10% des prix des cahiers a été enregistrée au cours de l'année 2007.

La révision des prix des livres a permis d'augmenter de 100D/Tonne les prix du papier Afnor 7 destinés aux livres de l'année scolaires 2007-2008. Par conséquent, cet ajustement a permis de suspendre la subvention de ce type de papier par la caisse générale de compensation.

En ce qui concerne les cahiers scolaires numérotés, après négociation avec la profession et suite à l'évolution du coût de production, une révision de 10% a été décidée le 31 Mai 2007. D'où l'augmentation des prix du papier de 124 D/Tonne et un prix de cession de 934 D/T.

**6-Voitures 4 chevaux** : Les prix à l'importation des voitures 4 chevaux au cours de l'année 2007 étaient, entre 5220 Euro pour le Fiat Palio et 7870 Euro pour Toyota Yaris d'où l'augmentation de ces prix par rapport à l'année précédente est entre -1 et 9.3%.

Sur la base de ces prix, et un taux de change de 1.76 pour le paiement comptant et 1.79 pour le paiement à crédit, les prix publics de ce type de voitures ont été fixés entre 13380 dinars pour les voitures Fiat Palio et 18000 D pour les voitures Toyota Yaris.

**7-Médicaments** : L'année 2007 s'est caractérisée par l'homologation des prix de 161 spécialités produites localement et la révision des prix de 265 spécialités avec une augmentation de 10 % pour les produits confort et de 5% pour les autres produits.

## **8 -Services publics :**

Suite à la conjoncture économique caractérisée par l'évolution importante du prix de Pétrole et des taux de change de l'euro, les tarifs d'électricité et de gaz ainsi que les tarifs de transport public des personnes ont été révisés.

L'augmentation des tarifs d'électricité était de 6% en Juillet 2007, et du même taux en Décembre de la même année.

Les prix du transport public des voyageurs ont augmenté, suite à l'évolution importante des prix du gasoil, de 5 % et 6% en Juillet 2007.

**9-Le riz :** L'augmentation importante du prix à l'importation de riz durant l'année 2007, a engendré une perte pour l'office du commerce, afin de résorber une partie de cette perte, deux révisions des prix de riz ont eu lieu au cours de l'année 2007. Les deux augmentations étaient de 50 millimes chacune.

## **10-Le lait demi écrémé :**

Suite à l'augmentation du coût de production du lait découlant essentiellement de la hausse des prix des intrants, les prix du lait demi écrémé ont été réajustés successivement en Février, Août et Novembre 2007 totalisant une augmentation de 15%.

**11-La farine :** L'évolution continue des prix du carburant au cours de l'année 2007, était à l'origine de l'augmentation des prix de la

farine durant deux occasions (Mai : +50mil/kg, Juin: +70mil/kg) tout en conservant les mêmes taux de marges.

**12-Le pain** : Une réajustement des prix de vente du pain de 12.5% a eu lieu le 11 Août 2007 et ce a travers la réduction de 50 g du poids de grand pain (400g) et de 30 g du poids de petit pain (220g).

**13-La semoule, les pâtes alimentaires et couscous** : La révision des prix de ces produits était entre 6 et 600mil/kg.

**14-Les huiles de graine subventionnées** : Les prix de l'huile ont été révisés durant l'année 2007 en deux occasions : en Juin avec une augmentation de 9.6% dont l'impact sur l'indice était de 0.06% et en Décembre avec une augmentation de 13% et un impact sur l'indice de 0.09%.

**5-Le tabac** : La révision des prix de vente du Tabac était de 1.4% et ce en Mai 2007 et un impact sur l'indice de 0.12%.

**16- La bière** : Afin de couvrir l'évolution des coûts de production résultant de l'augmentation des prix des intrants et la demande du fabricant local, une augmentation des prix de la bière est intervenue en Avril 2007 à un taux de 2%. L'impact de cette augmentation sur l'indice était de 0.004%.

---

### **III-Interventions conjoncturelles pour la régulation des prix :**

Au cours de l'année 2007, dans le but de réguler le marché, un ensemble des mesures ont été prises touchant essentiellement les prix des volailles, de la pomme de terre, des œufs dans le but de mobiliser les prix de ces produits au cours des périodes de grande consommation.

### **IV- Périodes de soldes :**

En 2007, les soldes d'hiver ont été organisés durant la période du 1er février au 31 Mars avec une prolongation de 15 jours par rapport à la période habituelle. Les soldes d'été se sont déroulés du 1er Août jusqu'au 15 Septembre 2007.

En 2007, Les commerçants participant aux soldes ont dépassés le 3300.

Dans certains secteurs, le chiffre d'affaires réalisé par plusieurs entreprises durant les périodes de soldes ont dépassé 35 % de leurs chiffre d'affaires annuels.

Le solde saisonnier a un rôle important dans la maîtrise des prix et a un effet positif sur l'indice des prix au cours de la période de son organisation surtout dans le secteur de vêtements et chaussures.

---

### **Partie III : L'activité des services du contrôle économique durant l'année 2007:**

Les activités de contrôle économique ont été poursuivies..... durant l'année 2007 pour atteindre les objectifs contenus dans le programme de travail de l'année qui vise la maîtrise des prix et la protection accrue du pouvoir d'achat du consommateur en assurant les buts suivants :

- l'approvisionnement régulier du marché en produits essentiels et de grande consommation ;
- la transparence des prix
- la loyauté des transactions commerciales
- la lutte contre les spéculations dans les différents circuits de distribution de produits et des services sensibles
- la garantie du bon fonctionnement du marché au cours des saisons de grande consommation

L'activité du contrôle économique a été également intensifiée pour promouvoir la concurrence à travers le développement des capacités institutionnelles en matière de détection des pratiques anticoncurrentielles et de réalisation des enquêtes.

Des efforts ont été également consentis pour la lutte contre les délits de contrefaçon, de piratage et de commerce parallèle et le

traitement de différents dossiers conjointement avec les autres départements (services médicaux dispensés dans les cliniques privées, circuits de distribution des médicaments humains et vétérinaires, alimentation pour bétail...)

Les plus importants résultats obtenus dans les différents secteurs et domaines de compétence sont les suivants:

## **I – l’approvisionnement en produits agricoles et de la pêche :**

### **1- au niveau du gros :**

Pour garantir la régularité de l'approvisionnement et la stabilité des prix des produits de grande consommation, les services centraux et régionaux du contrôle économique se sont attelés à assurer le suivi de l'évolution de l'offre à tous les niveaux et notamment au niveau des marchés de gros.

Le nombre de marchés de gros ayant fait l'objet d'un suivi au cours de l'année 2007 a atteint 24 marchés dont 14 marchés de fruits et légumes et 10 marchés de poisson. L'analyse de l'évolution des volumes de fruits et légumes échangés sur ces marchés fait apparaître une augmentation de 82 % pour les légumes, de 16 % pour les fruits et une baisse de 16% pour les poissons.

### **2- au niveau du détail :**

Au niveau du détail, la régularité de l'approvisionnement des principaux marchés municipaux situés dans le district de Tunis ou au

niveau régional a également fait l'objet d'un suivi permanent de la part des services du contrôle ou par la mise en place de cellules fixes au cours des saisons de grande consommation.

### **3- au niveau de l'approvisionnement en produits sensibles :**

Étant donné les difficultés rencontrées pour l'approvisionnement du marché et notamment en viandes blanches et rouges et dans le but de préserver la stabilité de l'approvisionnement et d'éviter les répercussions négatives sur l'offre et la demande et l'émergence de certaines spéculations et l'application de prix excessifs pour les produits libres pouvant porter atteinte au pouvoir d'achat du consommateur, les services de contrôle économique ont fait le suivi de la distribution des quantités de viande congelée programmées pour réguler le marché durant les saisons de grande consommation

## **II – Les prix :**

### **1- le suivi des prix au niveau du gros et du détail :**

Dans le but de préserver le pouvoir d'achat du consommateur, les activités du contrôle économique se sont concentrées sur le suivi de l'évolution des prix des produits libres en vue de leur rationalisation et sur le contrôle du respect des prix des produits soumis à l'homologation à tous les stades de la distribution.

---

## **2- le suivi de l'évolution du panier de la ménagère :**

Les services de contrôle s'est également intéressé à l'étude de l'évolution du panier de la ménagère au niveau des différents gouvernorats et sa comparaison avec la moyenne nationale cette étude a révélé une augmentation de la moyenne nationale de la valeur de ce panier de 3.6% en 2007 par rapport à 2006

### **III- l'activité du contrôle économique :**

#### **- le contrôle de transparence et la loyauté des transactions commerciales :**

Au cours de l'année 2007, le taux de couverture des différents circuits de distribution a évolué de 20% par rapport à 2006, le nombre des visites en 2007 a atteint 417 000 visites contre 349 000 visites en 2006, le nombre d'infractions relevées a évolué de 3 % atteignant 47777 infractions en 2007 contre 46 564 en 2006.

L'analyse de la nature de ces infractions fait ressortir une augmentation de 49% du nombre d'infractions dans le secteur des services notamment les établissements cafetiers, les restaurants et les espaces de loisir ces infractions concernent les ventes conditionnées, le refus de vente et la majoration illicite des prix.

---

**- le contrôle de la qualité et la protection du consommateur : a concerné notamment :**

- le contrôle de la qualité des produits de consommation et leur conformité aux normes

- le contrôle technique à l'importation

- La métrologie légale :

**-le traitement des plaintes:**

La DGCEE a reçu 2215 plaintes dont 1130 réglées à l'amiable, 1085 infractions ont été relevées ces infractions ont surtout concerné la qualité des produits et services et l'augmentation illicite des prix.

**-le contrôle des produits subventionnés:**

Dans ce cadre, 3000 visites ont été effectuées réparties entre boulangeries, minoteries, circuits de distribution de l'huile vrac ainsi que le conditionneur d'huile.

---

## **-Le contrôle du mouvement des produits subventionnés sur les frontières :**

Suite à la flambée des prix internationaux un programme conjoint (douane, finances, commerce...) visant le contrôle du mouvement des produits subventionnés sur les frontières a été mis en place.

## **-le contrôle des produits de l'artisanat et des circuits touristiques : ce type de contrôle a touché trois volets :**

- le contrôle des produits de l'artisanat
- le traitement des plaintes des touristes
- concernant les retards dans les livraisons, non  
conformité des marchandises livrées ...
- le contrôle des circuits touristiques

## **- le contrôle des cafés et des établissements de loisirs :**

Ce contrôle a pour objectif la garantie de la transparence des prix et de la loyauté des transactions commerciales dans le secteur des cafés et des établissements de loisir notamment durant les saisons de grande consommation.

---

## **IV- les Enquêtes :**

### **1 - le contrôle conjoint dans le domaine de la santé :**

- le contrôle de la commercialisation non réglementaire des plantes et des produits pharmaceutiques
- le contrôle de la commercialisation de l'insuline hors circuits réglementaires
- le contrôle de la nature et du taux des remises octroyées par les laboratoires pharmaceutiques aux grossistes de médicaments.

### **2- Le commerce parallèle:**

La stratégie adoptée pour faire face à ce phénomène a permis d'atteindre des résultats positifs : 270 000 opérations de contrôle et la saisie de 3 millions d'articles.

### **3- la contrefaçon :**

L'intervention des services du contrôle économique au cours de l'année 2007 s'est intéressée à sur la lutte contre la contrefaçon en application du plan national conçu en l'objet :

**4- La participation aux travaux de modernisation du cadre législatif :** relatif à la protection des marques de fabrique de commerce et de services par la promulgation de la loi N° 50 en

---

date du 23 juillet 2007 qui a amendé la loi N°36 du 17 avril 2001  
et dont les principales dispositions :

- L'octroi de l'autosaisine aux autorités de contrôle (contrôle économique, douane...) et leur habilitation pour la saisie des produits contrefaits
- augmentation de l'amende de 5000 à 10000 Dt

**5- Le traitement des plaintes :** La DGCEE a reçu 26 plaintes émanant de professionnels dans les secteurs suivants : hygiène et santé, produits alimentaires, produits sanitaires...les produits contrefaits proviennent essentiellement des importations.

La DGCEE s'est, en outre intéressé au volet de l'information et de la sensibilisation une part importante de son intervention par l'animation et la participation à plusieurs programmes et émissions à la télévision ou à la radio, parution de plusieurs articles à la presse, préparation d'un dépliant, organisation d'une foire.

## **Partie IV : L'activité de l'observatoire national de l'approvisionnement et des prix :**

L'Observatoire National de l'Approvisionnement et des Prix a, tout au long de l'année 2007 mené ses missions de suivi de l'approvisionnement en produits sensibles et de grande consommation ainsi que de l'évolution des prix tout en cherchant à fournir à l'administration les données statistiques nécessaires pour l'analyse de l'évolution de la conjoncture économique.

En plus des activités ordinaires de l'ONAP, s'est achevé au cours de cette année le dernier stade de la mise en place de l'application de l'approvisionnement et les prix et qui concerne :

- Les quantités et les prix quotidiens relatives aux marchés régionaux de gros des fruits, légumes et poisson
- Les prix de détail des fruits, légumes et poissons au niveau des régions
- Situation de l'approvisionnement en produits de consommations et produits stratégiques
- Evolution mensuelle des prix à la consommation
- Suivi des échanges et du commerce extérieur
- Suivi de l'approvisionnement des produits sensibles

### **1- le suivi du marché de gros : MIN de Bir El Kassa**

Les quantités échangées au niveau ce marché de gros ont atteint 352.3 mille tonnes dont 56.7% légumes, 39.3% fruits et 4% de poisson. Une baisse des quantités de légumes, des fruits a été enregistrée par rapport aux années précédentes qui a influencé le niveau des prix sur tout le territoire.

## **2- les prix de détail**

La base de données relative aux prix de détail se compose essentiellement des produits agricoles frais, produits manufacturés de grande consommation du panier de la ménagère.

### **3-L'évolution mensuelle des prix à la consommation:**

Dans cette base de donnée sont archivés les résultats de l'Indice des prix publié par l'Institut National de la Statistique, elle est utilisée pour le suivi des prix des produits, en particulier pour étudier l'évolution à court et à moyen terme.

Cette base permet aussi de suivre l'évolution mensuelle de la conjoncture économique et de l'état du marché au niveau des prix et de l'offre.

### **4- le commerce extérieur :**

Cette base de donnée a été créée pour le suivi des importations et des exportations qui influent sur l'approvisionnement. Les données sont archivées d'une manière

mensuelle avec la collaboration de l'observatoire du commerce extérieur

### **5) le suivi de l'état de l'approvisionnement:**

Le suivi de l'état de l'approvisionnement se fait sur la base d'une liste contenant 70 produits sensibles et stratégiques, ces produits sont suivis d'une manière quotidienne avec la collaboration des directions régionales.

### **6) ressources et utilisations des produits sensibles :**

Cette base de données contient des fichiers préparées par produit elle contient les informations annuelles sur la production, les exportations les importations, elle contient également la moyenne des prix à la production, à l'exportation, à l'importation et à la consommation. Ces informations sont utilisées pour le suivi de l'évolution des équilibres entre ressources et utilisations des produits de première nécessité et pour l'analyse des relations entre offre et demande.

### **L'application informatique de l'approvisionnement et des prix :**

Dans le cadre du plan directeur du ministère, un programme relatif à la collecte et au traitement des données a été mis en place, cette application sera prête pour le début de l'année 2008.